

Le Burundi accusé de génocide par le Rwanda

Au Burundi, la tension est à son comble. Après la fin de l'ultimatum lancé par le président Pierre Nkurunziza demandant à la population de donner leurs armes aux autorités, les forces de l'ordre sont passées à l'action. Des centaines de policiers lourdement armés ont commencé à fouiller les maisons des quartiers nord de Bujumbura, la capitale. Selon certaines sources, en plus de pillages de la part des policiers, la violence règne en maître. « *Chaque jour, on trouve des cadavres dans les rues. De plus, les corps sont souvent atrocement mutilés, cœur arraché, tête coupée... Comme un macabre avertisse-*

ment...», nous confie un témoin. De nombreux habitants ont d'ailleurs déjà fui la capitale.

Les réfugiés burundais affluent aux portes du Congo, où les jeunes sont recrutés pour des entraînements militaires en vue de former une opposition armée, et du Rwanda. Pour le président rwandais, Paul Kagame, Pierre Nkurunziza « *s'enferme et se cache* ». Et d'avertir : « *les Burundais auraient dû tirer les leçons de ce qui s'est passé au Rwanda* ». Une manière d'évoquer un génocide sans citer le mot... ■

Kagame accuse son voisin de massacrer son peuple

BURUNDI Le président rwandais exhorte son collègue Pierre Nkurunziza à intervenir

- Les violences continuent au Burundi.
- Pour Paul Kagame, le scénario ressemble à celui du génocide qui a détruit son pays en 1994.
- Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir lundi, à la demande de la France, pour évoquer l'escalade des tensions dans ce pays.

Présumé comme une opération de ramassage des armes, le ratissage de certains quartiers de Bujumbura a commencé à la date indiquée par l'ultimatum présidentiel : dimanche à l'aube, des centaines de policiers lourdement armés ont encerclé les quartiers situés au nord de la capitale et, maison par maison, les fouilles ont commencé.

La veille, Willy Nyamitwe, conseiller en communication à la présidence, avait tenté de désamorcer les critiques internationales de plus en plus vives : « *Il n'y aura pas de guerre ni de génocide au Burundi* » avait-il déclara-

ré, ajoutant « *on ne permettra pas que ce pays retombe dans ses vieux démons* ». Sans démentir formellement les propos tenus par plusieurs responsables, « *nous allons travailler* », « *les quartiers vont être pulvérisés* » il dénonça « *les traductions erronées* » et accusa la communauté internationale d'être « *tombée dans le piège d'une opposition qui a toujours chanté "génocide"* ». Ces dénis risquent cependant de tomber à plat, car, s'ajoutant aux enregistrements initiaux, les traductions des propos aux accents génocidaires, réalisées par des services de l'ONU, ont déjà été transmises aux instances de la justice internationale.

Selon un journaliste belge demeuré à Bujumbura, le résultat des ratissages demeure très maigre : « *La plupart des habitants des quartiers visés, Mutaruka, Musaga, Bwiza, Cibitoke, avaient pris la fuite...* » En revanche, on a relevé de nombreux cas de pillage des maisons visitées, les policiers emportant les biens abandonnés par les familles en fuite. Dans certains cas, le zèle des forces de sécurité et des miliciens Imbonerakure s'est trouvé renforcé par les promesses qui leur avaient été faites.

« *Vous pourrez vous partager les terrains des maisons vides* », leur avait-on dit.

« Chaque jour, on trouve des cadavres dans les rues »

UN TÉMOIN

Ces pillages, commis par des membres des forces de l'ordre, représentent un fait nouveau au Burundi, car les violences de nature n'avaient jamais été accompagnées d'exactions. Ce volet-là rappelle lui aussi de sinistres souvenirs : au Rwanda, le zèle des miliciens auteurs du génocide avait été stimulé par la promesse de pouvoir s'approprier les biens de leurs victimes...

D'autres sources nous assurent qu'en plus des pillages, les violences se sont poursuivies : « *Si les jeunes garçons, fer de lance de toutes les manifestations, avaient fui les quartiers tutsis de la capitale, les membres de leur famille ont souvent été pris pour cible : chaque jour, on trouve des cadavres dans les rues. De plus, les corps sont souvent atrocement mutilés, cœur arraché, tête coupée... Comme un macabre avertissement...* » Cette volonté de s'en prendre aux proches des personnalités critiques du régime

explique l'assassinat du fils de Pierre Claver Mbonimpa, le plus connu des défenseurs des droits de l'homme, en convalescence en Belgique à la suite d'un attentat à l'explosif.

Une tuerie particulièrement atroce s'est déroulée dans la nuit de samedi à dimanche dans un cabaret « *Au coin des Amis* » situé dans le quartier populaire de Kanyosha. Selon le journal *Iwacu*, un client inhabituel s'était mêlé à la foule des samedis soir et était resté le téléphone collé à l'oreille. Dès son départ, des hommes en tenue policière firent irruption dans le cabaret, ordonnant à tous les clients de se mettre à plat ventre. Sans rien voler, ils ouvrirent le feu à l'arme automatique, visant le tenancier, ses deux fils et deux de leurs invités. Selon l'administrateur de la commune, les assaillants en tenue policière étaient au nombre de cinq, trois bloquèrent la roue tandis que deux autres, après avoir pris l'argent de la caisse, ouvrirent le feu, faisant huit morts et de nombreux blessés.

Alors que lundi le Conseil de sécurité doit examiner la situation au Burundi, les pays voisins s'inquiètent aussi. Des sources congolaises nous assurent que les réfugiés burundais affluent dans

la région d'Uvira au Sud Kivu et que les jeunes gens sont recrutés pour participer à des entraînements militaires, afin de rejoindre un jour les opposants armés. Au Rwanda, qui accueille 80.000 réfugiés du Burundi et de nombreux exilés politiques, le président Kagame est sorti de sa

réserve, critiquant vivement son collègue burundais Pierre Nkurunziza qui, selon lui, « s'enferme et se cache ». « Les gens meurent tous les jours, les cadavres jonchent les rues », explique-t-il. Et il conclut : « Les Burundais auraient dû tirer les leçons de ce

qui s'est passé au Rwanda. »

Lorsque l'on se rappelle que le président rwandais a maintes fois déclaré qu'« il ne pourrait jamais tolérer qu'un autre génocide se déroule dans la région » et que dans le cas du Rwanda en 1994, il a toujours critiqué l'impuissance de la communauté internatio-

nale, les propos très durs tenus à l'encontre du Burundi ne peuvent être compris que comme un grave avertissement. Le dernier peut-être avant un éventuel passage à l'action, à condition que les feux internationaux passent au vert... ■

COLETTE BRAECKMAN

RESSORTISSANTS BELGES

Une évacuation pas d'actualité

Le scénario d'une évacuation des Belges vivant au Burundi n'est « pas d'actualité pour l'instant », indiquait-on dimanche au SPF Affaires étrangères. L'ambassade suit la situation de très près ». Environ 500 ressortissants belges se trouvent pour l'heure dans le

pays, « principalement à Bujumbura ». Si la situation devait se détériorer, la Belgique pourrait engager une opération de type NEO (« non-combattant evacuation operation »). Une unité légère de l'armée de terre se tient en permanence en « stand by » pour aller chercher des Belges dans n'importe quel pays du globe avec des moyens aériens militaires. Cette unité, qui change

tous les six mois, peut être mobilisée via une « notification de préavis » de 72 heures. Mais ce préavis, qui sera le cas échéant décidé en coordination entre les Affaires étrangères et la Défense, peut être raccourci en fonction de l'urgence de la crise. Du côté de la Défense, on confirmait que ce préavis n'a pas encore été activé.

A. L. ET B. P.